

Non ! Le programme gouvernemental Macron - Philippe n'est pas Fonction Publique compatible !

22 mai 2017

Geste symbolique particulièrement négatif du premier gouvernement du quinquennat d'Emmanuel Macron : l'absence flagrante d'un Ministère de la fonction publique.

Quel signe y voir, si ce n'est le fait de rendre invisible aux yeux de tou-te-s nos concitoyen-ne-s les fonctionnaires et les services publics qu'ils servent ? Ce rattachement au Ministère de l'Action et des Comptes Publics, donc à Bercy n'est-il pas le signe que la fonction publique devient une variable d'ajustement budgétaire ?

Solidaires Fonction Publique ne se fait aucune illusion sur les intentions du nouveau Président au vu de ce qui est inscrit dans son programme. Le fait qu'il n'ait pas jugé utile de nommer un Ministre de plein exercice de la fonction publique confirme nos craintes.

120 000 suppressions d'emplois en 5 ans (50 000 à l'Etat et 70 000 à la Territoriale), cet objectif démontre s'il en était besoin qu'Emmanuel Macron et Gérard Darmanin s'inscrivent dans la droite ligne de la politique d'austérité budgétaire initiée par Nicolas Sarkozy et poursuivie par François Hollande.

De plus, l'objectif d'obtenir **60 milliards de réduction** des dépenses publiques, démontre que ce gouvernement suit aveuglément les injonctions de Bruxelles. Le Pacte Européen Budgétaire signé en octobre 2012 n'a pas fini de faire des dégâts.

Objectivement aujourd'hui, quelles sont les missions de service public qui peuvent encore supporter des suppressions d'emplois ? Toutes nos administrations exercent désormais leurs missions à flux tendu dans des conditions de travail dégradées qui nuisent à la santé des personnels et qui se traduisent par un service public défaillant envers les usagers.

La proposition gouvernementale de transfert d'emplois vers des missions qui «répondraient à l'évolution de la société» correspond à un choix subjectif technocratique de certaines missions de service public par rapport à d'autres sans se soucier de ce que les citoyen-ne-s souhaitent vraiment en la matière.

Solidaires Fonction Publique revendique avant toute discussion autour des moyens, de réfléchir au périmètre des missions de services publics qui doivent être assurées aux usagers par la fonction publique.

Cette question a toujours été évacuée depuis plusieurs quinquennats.

Présenter la mobilité comme une réponse et comme une attente majeure des personnels est une vision totalement erronée de la réalité.

Cette mobilité ne répond pas aux besoins de la fonction publique.

Les fonctionnaires et les missions qu'ils exercent ne sont pas interchangeables.

Solidaires Fonction Publique considère que chaque mission a des spécificités et des compétences particulières. Très simplement, un inspecteur des Finances Publiques ne peut pas devenir professeur des écoles par exemple.

La mobilité ne doit pas être un outil au service de l'administration mais un moyen de permettre à un-e fonctionnaire de construire sa carrière, en fonction de ses propres souhaits.



Non ! Ce n'est pas en affichant dans les écoles ou les hôpitaux des pseudos résultats statistiques que cela améliorera le service public.

Ce n'est pas non plus en cassant l'égalité et la continuité du service public sur les territoires, déjà fortement impactés par une réforme territoriale désastreuse que l'on garantira un service public de proximité.

Cela n'a pas de sens d'afficher tous les trois mois des pseudos indicateurs, de supprimer certains services à certains endroits, de digitaliser ou numériser à outrance (outre les problèmes de sécurité numérique que l'on voit apparaître fortement ces derniers temps). Ce service public numérique prôné par le gouvernement Macron ne répond qu'à une froide logique budgétaire d'économies et occulte la nécessité de contact humain.

En revanche, ce qui a du sens, c'est de faire en sorte que chaque citoyen-ne puisse avoir un égal accès de proximité à tous les services publics, dotés des moyens humains et financiers nécessaires, sur l'ensemble du territoire.

Non ! **Solidaires Fonction Publique** ne peut pas accepter que les services publics et la fonction publique obéissent à une logique comptable et soient gérés comme une entreprise du secteur privé. Leur finalité est toute autre.

Non ! L'autonomie de gestion n'améliorera pas le service public. Bien au contraire, elle engendra l'émergence de situations problématiques, voire de «baronnies».

Non ! Accentuer encore l'individualisation de la rémunération n'est pas une façon de motiver les fonctionnaires. D'ailleurs, le statut de la fonction publique le permet déjà.

Solidaires tient au cadre général qui régit la rémunération des fonctionnaires.

Solidaires Fonction Publique refuse par ailleurs que soit encore accentuée la rémunération «au mérite» déjà mise en place par la PFR puis le RIFSEEP rejeté par l'ensemble des personnels. Elle désunit le personnel et rompt le collectif de travail.

Solidaires Fonction Publique revendique au contraire la réduction des écarts de rémunération, entre versants, entre catégories, et entre les femmes et les hommes, par une harmonisation par le haut, ainsi que le transfert de l'indemnitare vers l'indiciaire.

Non ! Le recrutement sous statut ne doit pas être réservé aux missions régaliennes.

Le statut est une protection pour les citoyennes et les citoyens. Il garantit la neutralité et l'indépendance des fonctionnaires. Il assure un égal traitement de tous les usagers. Pour ce faire, il inscrit des droits et des devoirs pour les agents qui les servent.



La fonction publique et les services publics réparent la f(r)acture sociale !

C'est un élément fondamental de cohésion sociale.

Solidaires revendique une fonction publique au service de l'intérêt général, oeuvrant collectivement aux missions de service public. Les services publics doivent garantir l'accès de tous aux droits fondamentaux (éducation, santé, etc...) et répondre aux nouveaux besoins (perte d'autonomie, transition écologique...), contribuant ainsi à réparer la f(r)acture sociale. Car cette dernière génère bien des coûts économiques, sociaux et politiques.

Fragiliser la fonction publique et ses services, c'est prendre le risque de faciliter la montée de l'extrême droite dans notre pays.

L'expérience du dernier quinquennat l'a démontré. Le gouvernement Macron - Philippe en poursuivant sur les traces de ses prédécesseurs Sarkozy et Hollande en portera la responsabilité.

La fonction publique et les services publics sont une véritable richesse et un investissement pour l'avenir.

Contact

Mail : contactfp@solidaires.org

www.solidaires.org

Tél : 01 58 39 30 20